

religieuses.

La violence a changé de registre depuis jeudi dernier. L'attentat mercredi contre le prési-

ivres, ceux-ci s'en sont pris à tout individu ressemblant de près ou de loin aux Tutsi. « On tue les gens sans raison. Ce qui

les gens sont sortis, mais en reinte, il n'y a rien à acheter. » Le P. Theunis, qui reçoit des nouvelles des différents communa-

qui avaient trouvé refuge chez elles, pour les exécuter sommairement. Les Sœurs ont été épargnées.

laissant à Kigali que quelques personnes « essentielles ».

J.-C. P.

L'émotion des premiers rapatriés



Roissy. Soulagée cette femme avec un petit Rwandais, qu'elle était allée chercher, avant le début des combats, pour l'adopter. (Photo Patrick Kovarik.)

« Il y avait la guerre. Ils attaquaient. Il y a eu des bombes, des coups de feu, des grenades. J'ai eu peur. » Philippe n'a pas 10 ans. Il fait partie des 43 premiers rapatriés français accueillis dimanche soir, peu avant minuit, au pavillon d'honneur de l'aéroport Charles-de-Gaulle.

Évacués par un Transall de l'armée française vers Bangui, en Centrafrique, ils ont rejoint la France par un vol régulier d'Air France. Pourtant, Philippe n'a rien vu. Il raconte à sa façon l'angoisse des familles rassemblées à l'école française de Kigali, environnées par le vacarme et la lueur des combats, dans l'attente d'être évacuées.

Les femmes et les enfants, la majorité de ces premiers rapatriés, portent sur leur visage plusieurs nuits d'insomnie. Certains, manifestement soulagés de retrouver la France, comme cette femme qui serre dans ses bras un petit garçon rwandais qu'elle était allée chercher, avant le début des combats, pour l'adopter.

Ces familles, provenant pour la plupart des quartiers résidentiels de Kigali, semblent avoir été préservées de l'horreur. « On se terrait chez nous, raconte cette femme, enseignante depuis onze ans au Rwanda. Mais on pouvait tout de même sortir dans le jardin. Bien sûr, c'était un peu traumatisant. Kigali est une cuvette entourée de collines, les bruits

des mortiers et des mitrailleuses y résonnent. »

La plupart témoignent d'une évacuation bien organisée. « Je n'ai rien vu du tout. Les militaires qui nous escortaient nous ont demandé de rester allongés », note l'épouse d'un garde de sécurité. Elle ne connaissait le Rwanda que depuis cinq mois mais c'est tout de même un déchirement. Chacun compte les victimes parmi ses connaissances rwandaises. Le silence d'une autre femme, une Rwandaise vivant en France, qui reçoit en tremblant des nouvelles du pays, en dit long.

Le champ libre aux massacres

Mais pour les Français, le danger semble écarté. Depuis samedi, 280 « paras » français tiennent l'aéroport de Kigali et organisent, avec cinq Transall, une navette aérienne pour Bangui. Ils ont été rejoints dimanche par une compagnie de 120 hommes, le dispositif devant être complété, lundi, par une seconde compagnie.

Sur les 600 expatriés français, 525 ont été évacués ce week-end : 425 par avion, 100 autres par la route en direction de Bujumbura, au Burundi, dont une quinzaine vers le Zaïre. Les derniers Français encore isolés dimanche ont été évacués aujourd'hui. On reste sans nouvelles de trois coopérants militaires pour lesquels on redoute le pire.

Les plus exposés sont cependant les Belges (1500 à 2000 personnes). Victimes d'une campagne d'intoxication de la part du nouveau gouvernement, ils doivent parfois dissimuler leur nationalité. Le dispositif d'évacuation de l'armée belge commence seulement à être mis en place. Les 258 ressortissants américains ont été évacués sous la protection de 330 marines arrivés de Somalie. L'armée française pourrait participer au rapatriement des ressortissants des autres pays, ce qui prendrait une semaine à 15 jours.

Le départ des Occidentaux laisse le champ libre aux massacres. Depuis vendredi, nombre d'organisations humanitaires, qui travaillaient dans les camps de réfugiés burundais du sud du Rwanda, ont été contraintes de quitter le pays. Quelque 300 000 personnes, des Hutu principalement, vont être abandonnées à la famine et tentées de prendre les armes.

Reste que les troupes françaises ne sont là que pour une « action ponctuelle », a précisé dimanche François Léotard. Elles se retireront dès que l'évacuation sera achevée. C'est une réponse au FPR qui déclarait, samedi, qu'il marchait sur Kigali « pour sauver la population du carnage » et qu'il « n'autorisera pas les troupes françaises à se mettre en travers de son chemin ».

Marc LATHUILLIÈRE